

Affaires courantes

Les pétitionnaires estiment que la Société Radio-Canada a toujours constitué un élément clé de l'engagement qu'avait pris le gouvernement de préserver l'intégrité culturelle de notre société et notre unité nationale. Ils demandent au Parlement de veiller à ce que les émissions de Radio-Canada restent intactes et à ce que les émissions locales réalisées au Canada atlantique soient conservées, en particulier l'émission *Land and Sea* qui dépeint depuis vingt ans le caractère particulier de la région atlantique et à laquelle les habitants du Canada atlantique tiennent beaucoup.

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Madame la Présidente, j'ai trois pétitions à vous présenter aujourd'hui. La première me vient d'un certain nombre d'habitants de ma circonscription d'Okanagan—Shuswap et des localités de Lumby, Enderby, Falkland et Vernon.

Les pétitionnaires s'inquiètent énormément des réductions qu'ont subies dernièrement les services de la GRC, non seulement dans ces localités, mais surtout dans toutes les régions de la Colombie-Britannique, et même partout au pays.

Ils exhortent le gouvernement à songer à rétablir le financement adéquat de la GRC, afin que la Gendarmerie puisse remplir son mandat et jouer le rôle de force policière visible dans les localités de la Colombie-Britannique. Ils lui demandent également de reconsidérer sa décision d'obliger les provinces à accroître les subventions qu'elles versent à la GRC, subventions que la plupart des provinces ne peuvent se permettre, sans quoi les services dont elles jouissent pourraient diminuer et des détachements pourraient fermer, comme cela s'est déjà produit.

LES COMMUNICATIONS

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Madame la Présidente, le deuxième groupe de pétitions vient de citoyens des quatre coins de la Colombie-Britannique. Ces 709 pétitionnaires demandent au ministre des Communications et au gouvernement de consulter toutes les parties intéressées et plus spécialement les personnes qui habitent en dehors des grands centres et risquent de beaucoup souffrir de la déréglementation des services d'appels interurbains.

Les pétitionnaires demandent au ministre des Communications de tenir des audiences dans des petites localités de toute la province avant de décider du sort du réseau canadien de télécommunication.

Voilà ce que les habitants de tous les coins de la province ont à dire de la requête présentée par Unitel pour offrir des services interurbains.

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Madame la Présidente, la dernière pétition vient d'un certain nombre de citoyens de toutes les régions de la Colombie-Britannique. Ils protestent contre les récentes coupes dans les services de la Société Radio-Canada, contre la réduction de 108 millions de dollars qui a été faite dans le financement de la société et contre la perte de 1 100 emplois et enfin contre la réduction ou la suppression des services des stations régionales de télévision.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de revoir ses priorités et ainsi de réexaminer la réduction du financement accordé à la Société Radio-Canada.

AIR CANADA

M. Ross Harvey (Edmonton—Est): Madame la Présidente, je voudrais présenter une série de pétitions signées surtout par des personnes qui habitent à Edmonton, mais aussi dans d'autres centres albertains. Les pétitions sont dûment autorisées par le greffier aux termes de l'article 36 du Règlement.

Les pétitionnaires signalent que plus de 200 employés d'Air Canada à l'aéroport international d'Edmonton et au bureau des réservations de la même ville perdront leur emploi à cause des compressions faites par Air Canada dans ses dépenses salariales.

Ils font remarquer que les employés visés fournissent des services qui sont essentiels aux passagers d'Air Canada en Alberta et demandent donc au Parlement d'exprimer sa profonde opposition à la centralisation accrue et à la diminution des services régionaux chez Air Canada, qui est notre ancien transporteur aérien national, comme ils l'ont fait remarquer, et ils invitent le Parlement et le gouvernement fédéral à demander à Air Canada de renoncer à ces mises à pied.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, on répondra aujourd'hui aux questions n^{os} 448, 472 et 481.